

Alerte ! Le créationnisme monte en économie

Jean-Marie Harribey

Le chômage n'en finit pas de grimper et la précarité s'étend inexorablement. L'austérité aggrave la situation, tandis que les palliatifs – depuis l'invention du RMI jusqu'au RSA et aujourd'hui la PPA – ne réussissent ni à faire vivre décemment ceux qui sont privés d'emploi, ni à faciliter leur réinsertion. Une fois reconnue cette incapacité et admis le principe que tout individu doit avoir les moyens décents de vivre, verser un revenu de base inconditionnel serait-il une solution ou une fausse piste ? Plusieurs sujets méritent attention.¹

Ce revenu de base qui veut en finir avec le travail !

On ne peut pas déconnecter la création de revenus du travail. Aucun revenu ne naît en dehors de la sphère du travail productif. Croire le contraire, c'est adhérer aux multiples fables de l'économie dominante. Pire, le risque est de renoncer à l'objectif du plein emploi de tous ceux qui souhaitent travailler, au motif que le travail ne serait plus un des facteurs d'intégration et de reconnaissance sociales. Cette erreur conduit à laisser le champ libre aux projets libéraux de dérégulation toujours accrue du « marché du travail », dès lors que la collectivité prendrait en charge un revenu de base, dispensant les employeurs de verser des salaires décents.

Pour être productive, toute activité doit recevoir une validation sociale. Pour être valeur, sous-entendu monétaire, le travail a besoin d'être validé, par le marché ou par décision politique. La décision d'apprendre à lire et écrire à tous les enfants ou de les accueillir dans une crèche municipale est *suivie*² d'un investissement public, d'une embauche de travailleurs qui vont produire la valeur des services répondant à cette demande sociale. Tandis que le lien social, les diverses valeurs d'usage créées par les activités libres des individus constituent sans aucun doute une richesse collective, mais sa transformation en valeur ne peut résulter d'un choix individuel.

La société peut instaurer un nouveau droit inconditionnel mais son respect sera subordonné à un transfert social, car un droit n'ajoute aucune valeur dans l'économie. Cela marquera une déconnexion entre travail et répartition mais pas entre travail et production, car tout revenu étant un droit d'accès aux biens et services produits, il faut que cette production soit effective. C'est pourquoi la proposition que la banque centrale verse des revenus aux citoyens n'a pas de sens puisque la production dont ils devraient résulter et qu'ils achèteraient n'existe pas. La proposition est certes plus généreuse que ce que fait le système bancaire qui inonde les marchés financiers de liquidités, mais elle ignore comment la monnaie est créée. Et, si elle peut bénéficier d'une oreille attentive de la part de certains libéraux plus malins que d'autres, c'est parce qu'elle permet d'éviter de poser la question de la nécessité d'un déficit budgétaire public, surtout par le biais d'une hausse des dépenses publiques.³

¹ À quelques détails près, la première partie de ce texte a été publiée par *L'Âge de faire*, n° 104, janvier 2016, sous le titre « Revenu de base ou plein emploi ? », et la seconde par *Le Progrès social*, n° 44, 14 mai 2016, sous le titre « Contre le créationnisme en économie ».

² Attention : ce n'est pas le fait de verser un revenu monétaire aux professeurs des écoles qui valide le fait d'apprendre à lire et écrire aux enfants, c'est la décision *ex ante* de cet apprentissage, lequel est *suivi* du versement de la valeur que la société considère à un moment donné comme ayant été créée par ces professeurs. On peut faire le parallèle avec ce qui se déroule dans le secteur marchand : ce n'est pas le fait de verser des salaires monétaires aux salariés qui valide la production capitaliste, c'est la vente de celle-ci sur le marché. Voir J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, LLL, 2013

³ On sait démontrer que le multiplicateur budgétaire via une hausse des dépenses publiques est plus élevé que via une baisse des impôts, car la fuite en épargne est moins élevée.

Est-ce à dire qu'on ne peut rien contre la dégradation causée par le capitalisme ? On peut beaucoup, à condition de ne pas renoncer au plein emploi dans le cadre d'un nouveau modèle productif de qualité et d'une RTT continue. Dans l'urgence, la revalorisation des droits minima sociaux pour s'approcher du SMIC serait une transition indispensable.

Contre le créationnisme en économie

Or, en pleine bataille contre la loi « travail » monte une pression en faveur du revenu de base dont la conceptualisation accumule les erreurs.

On entend que le travail serait différent de l'emploi. C'est réduire l'emploi à l'emploi salarié. Si celui-ci est largement majoritaire, il comprend les 25 % de salariés du secteur non marchand ; et les travailleurs indépendants représentant 9 % de la population active occupent une autre forme juridique d'emploi.

Il faudrait remplacer le travail et l'emploi par l'activité. Or, ce dernier concept est né dans les années 1980-90 à l'OCDE et dans les rapports Boissonnat et Minc qui échafaudaient le recul des droits des salariés que le néolibéralisme amorçait et que l'ubérisation parachèverait. De plus, ou bien cette « activité » se fait dans le cadre du travail-emploi indépendant ci-dessus et est validée par le marché, ou bien elle se déroule dans un cadre collectif et elle est politiquement validée. Si elle se faisait sans validation sociale, « inconditionnellement », elle ne créerait aucune valeur économique, donc aucun revenu.

Pour les uns, le revenu de base ne serait pas un revenu de transfert mais un revenu primaire, engendré par l'activité libre ou bien par la connaissance détachée de tout travail, voire par les marchés financiers. Pour d'autres, en pleine confusion, il serait un nouveau pilier de la protection sociale, tout en étant un revenu primaire. Certains avancent même qu'il serait une part de l'héritage de l'humanité, mais aucun revenu n'est puisé sur un stock, tous sont des flux courants.

Droite et gauche favorables au revenu de base divergeraient par le fait que l'une remplacerait toute la protection sociale par quelques centaines d'euros par mois et que l'autre les ajouterait à la protection actuelle. Dans un cas, ce serait la misère pour tous les retraités et la santé réservée aux souscripteurs d'assurances privées. Dans l'autre, on doublerait presque les 700 milliards d'euros de transferts sociaux annuels en France et le total égalerait le revenu disponible des ménages.

Face au chômage, on ne pourrait qu'en prendre son parti ou invoquer la croissance forte, ou flexibiliser et précariser le travail, ou instaurer le revenu de base. La réduction du temps de travail associée à celle des inégalités est alors oubliée pour postuler la fin du travail avec la robotisation. Le travail disparaissant, y aurait-il génération spontanée de revenus ?

Le droit à la paresse serait sacré. Certes, mais quand je paresse ou quand je partage du lien social dans mon quartier, je n'engendre aucune valeur. Croire qu'une simple valeur d'usage équivaut à une valeur économique, c'est adhérer à la théorie de la valeur néoclassique. Cette idée à l'appui du revenu de base est à l'économie ce que le créationnisme est à la théorie de l'évolution.

Le miracle viendrait d'une distribution directe de billets aux citoyens, lâchés par la banque centrale depuis un hélicoptère, au lieu d'une politique monétaire au profit des banques. Quel serait le système productif à même de répondre à cet afflux de demande ? Mystère, car est ignorée la nécessité d'anticiper monétairement l'investissement productif.

Derrière toutes ces apories figurent deux impensés de l'idéologie dominante et aussi hélas des bonnes consciences de gauche : la monnaie est le vecteur de la validation sociale du travail, seule source de la valeur au sens économique. Au plan de la société dans son ensemble, travail et revenu sont indissociables. C'est pour cela qu'il faut les partager. La pauvreté ne sera pas vaincue en larguant des billets du ciel mais en refondant radicalement le modèle productif, l'organisation et la durée du travail, et la répartition des revenus, c'est-à-dire les rapports sociaux.